

## **L'EUROPE EST-ELLE UN POLE DU MONDE ?**

Nous l'avions dit dans « Marx Again, en octobre 1999 », l'Europe est morte en ex-Yougoslavie. En effet, une « union » politique qui admet en plein cœur de son territoire l'intervention et la présence de 35 000 soldats américains et qui n'est pas capable d'offrir à un pays démantelé une perspective d'intégration à son système économique n'a aucune existence et consistance politique. L'intervention des Américains en Irak qui n'a entraîné aucune opposition européenne sérieuse, confirme l'inexistence de l'Europe. Mieux encore, l'Europe est prête à participer à l'occupation en Irak (évidemment sous alibi de l'ONU) pour décharger les troupes américaines de ce fardeau.

On pouvait admettre qu'il ne restait plus de l'Europe qu'une association « économique » de bon sens. Le passage à la monnaie unique en 2002 pouvait donner l'impression d'un second souffle. En fait, le terme de « monnaie unique » est un peu prétentieux. La Grande Bretagne n'est pas prête à l'adopter tandis que des pays scandinaves dont le niveau de vie dépend exclusivement de l'impérialisme et de l'agressivité de ses multinationales (Ericson, etc..) viennent de répondre « non » à ce passage de la « monnaie unique ». Ce qui a, semble-t-il, peser dans le résultat du référendum suédois, c'est la santé économique de cette Europe. L'absence de projet politique ne peut permettre d'aller au delà des intérêts immédiats des uns et des autres. Donc les Etats comme les populations ne raisonnent qu'à court terme et qu'en fonction de « l'intérêt national ». C'est vrai pour la Grande Bretagne, la Suède ou le Danemark. Mais c'est aussi vrai pour les « ex-pays de l'Est » qui, eux, sont très favorables à une intégration à un système économique qui « à un niveau de vie » supérieur au leur.

### **LA CRISE ECONOMIQUE CAPITALISTE DELITE L'EUROPE.**

On comprendra dès lors que la crise économique qui frappe au moins 3 pays qui sont les poids lourds de l'Europe a des conséquences idéologiques et politiques importantes. La France est entrée en récession et ce n'est qu'au prix d'un approfondissement du déficit (56 milliards d'euros en 2003) que les conséquences sociales immédiates sont momentanément « amorties ». Le développement ou plutôt la limitation « à crédit » de la récession n'a qu'un temps. Quand il faut rembourser la dette, les temps deviennent alors difficiles surtout pour les ouvriers et les pauvres. L'Allemagne n'est pas mieux lotie... Et l'Italie aligne trimestre après trimestre, les marques techniques de la récession : son produit intérieur brut était négatif au 1er et au deuxième trimestre. Ce qui faisait donc l'argument essentiel de « la construction européenne » capitaliste, à savoir que cette construction est porteuse d'avenir et de développement économiques, n'est plus. Or cet argument et cette réalité étaient sans doute ce qui permettaient aux « couches moyennes petites bourgeoises » majoritaires dans les pays riches d'adhérer à « l'union Européenne ». Les forces politiques de droite comme de gauche (particulièrement les « écologistes » allemands) commencent à théoriser une « idéologie de crise » qui se résume à une idée : il n'est plus possible de continuer comme cela, de vivre ce niveau de vie, d'entretenir des couches moyennes qui consomment de façon aussi importante. Au nom de la pollution, de l'équilibre de la planète, de la fin du monde... Chirac, qui avait fait l'ensemble de sa campagne électorale sur le « welfare » des couches petites bourgeoises (encerclement des quartiers pauvres et dangereux, baisse des impôts sur le revenu, statu quo social, etc...) risque de chuter lourdement ouvrant la voie royale au « dernier recours Le Pen » ou (et) au bushisme.

Sans projet politique, en crise économique, sans soutien de « classe » que peut devenir l'Europe ? Ce n'est pas Giscard avec une charte européenne bien pensante qui sauvera l'essentiel.

## **ENTRE EMIETTEMENT et BUSHISME !**

Nous ne nous réjouissons pas de cette situation. De la même façon que nous avons adopté comme position lors du référendum de Maastricht « surtout pas NON ! », de la même façon nous ne pouvons nous réjouir de l'échec de la construction européenne. Pourquoi ? Pour deux raisons :

- D'une part, parce que l'absence de projet politique et la crise économique européennes donnent du grain à moudre à tous les régionalismes, les particularismes, les ethnicismes les plus obscurs et les plus réactionnaires (Corse, Bretagne-Diwan, Ligne Lombarde, Bosnie, Croatie, etc..)

- D'autre part, parce que l'inexistence politique et la crise de l'Europe favorisent toutes les pénétrations idéologiques et politiques du Bushisme. On l'a vu lors de la guerre en Irak où les Etats d'Europe ont été divisés. On a aussi constaté qu'au sein de chaque appareil d'Etat, les bushistes s'activaient : de nombreux intellectuels ont soutenu l'intervention en multipliant les justifications mensongères. Notons au passage que ceux qui s'étaient drapés de la vertu de la vérité pour dénoncer les collaborateurs de 39-45 et les amnésiques de la période stalinienne ont été étayés de véritables mensonges d'Etat (Armes de destruction massive, Irak=4ème armée du monde).

L'Europe, dans sa situation actuelle, est l'exemple de la faillite de la théorie du « monde multipolaire ». L'Europe n'est plus un « pôle ». Encore faudrait-il savoir si elle l'a été par le passé. Elle fait plutôt partie d'un mode « unipolaire » confrontée aux trois facettes du même danger : la crise économique, l'émiettement et le bushisme.

Il n'y aura donc pas eu de miracle. Pour exister, surmonter les divisions, transcender les intérêts locaux et nationaux, l'Europe aurait dû avoir une analyse et un projet politiques. L'Europe ne pouvait exister que contre la superpuissance américaine. Cela supposait une attitude ferme avec des conséquences économiques et politiques sans doute peu agréables à faire comprendre à l'ensemble de la population.

Les capitalistes n'ont pas d'états d'âme. Ils préfèrent le fort et la richesse à l'effort et aux convictions. Le parcours de Jean Marie Messier et de Vivendi est le parcours type du capitalisme européen. Il s'est fondu dans le capitalisme mondial à dominante US. Toutes les stratégies des grandes entreprises (automobile, sidérurgie, chimie) et mêmes des services publics (Poste, EDF, France télécom) ont été orientées de la même façon : intégration au capitalisme international, refus de créer des « entreprises européennes ». Les Etats n'étant pas neutres, mais au service des capitalistes, ils sont eux mêmes intégrés à ce monde « unipolaire ».

Ne regardons pas dans le rétroviseur en faisant « comme si » l'Union Europe peut encore être une force politique d'opposition au bushisme. Elle ne le sera pas parce qu'elle ne peut l'être de par les couches sociales qui la dirigent. Pas plus que Chirac ne peut et n'a pu s'opposer au bushisme, pas plus l'Union Européenne n'est le « bon niveau » pour faire un contre-poids, un pôle d'opposition.

Face au bushisme, il faut se servir de la mondialisation pour organiser la résistance, une résistance révolutionnaire.